

Le budget—M. MacLaren

Je recommande à tous les députés de lire ce rapport. Il témoigne de la contribution diligente et réfléchie de leurs collègues. L'ambassadeur canadien, Derek Fraser, sa femme Christine, et tous les agents des affaires extérieures ont été très aimables et très serviables. La délégation avait l'appui d'un personnel parlementaire compétent, le greffier des comités Stephen Knowles et la recherchiste Barbara Reynolds.

Enfin, monsieur le Président, en cette année du centenaire de l'Union, je voudrais attirer l'attention des députés sur votre contribution à cette importante manifestation, puisque vous avez autorisé un fonctionnaire de cette Chambre, M. Philip Landy, Greffier adjoint, à préparer un livre sur les parlements dans le monde moderne (*Parliaments in the Modern World*) qui sera publié lors de la Conférence du centenaire, à Londres, et sera une étude marquante. Nous vous en remercions.

Des voix: Bravo!

[*Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.*]

* * *

PÉTITIONS

LE SERVICE DE VIA RAIL

M. Howard McCurdy (Windsor—Lac Sainte-Claire): Monsieur le Président, voici un certain nombre de pétitions toutes dûment certifiées qui ont été signées par quelque 2 000 électeurs de Windsor et des environs.

Ces pétitionnaires demandent instamment au gouvernement d'affecter les ressources qu'il aurait dû affecter à VIA Rail et ils voudraient que le gouvernement se rende compte que la déréglementation des transports aériens est cause d'inefficacité, de désagréments, voire de dangers. Ils rappellent aux conservateurs, qui forment maintenant le gouvernement, qu'ils ont promis d'améliorer le service de VIA Rail.

Les pétitionnaires croient nécessaire d'encourager le transport ferroviaire rapide pour des raisons écologiques. Ils prient humblement le Parlement d'améliorer et de moderniser de façon soutenue le service de VIA Rail dans les régions du pays où il peut constituer une solution de rechange plus rapide, plus économique, plus sûre, plus pratique, plus écologique et plus rentable sur le plan énergétique que les autres modes de transport.

LA CANALISATION D'EAU POTABLE

M. Rex Crawford (Kent): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par presque 3 000 habitants de Wallacburg qui ont besoin d'une canalisation pour avoir de l'eau potable propre.

Les localités situées en aval des usines de produits chimiques installées le long de la rivière Saint-Clair ont connu plus de 300 déversements de produits chimiques au cours des trois dernières années.

Ces localités ne devraient pas payer cette canalisation. Elles ne sont pas responsables des déversements, et tout ce que nous demandons, c'est que le gouvernement paye 25 pour 100 du coût total de la canalisation. Le gouvernement provincial a déjà promis d'assumer 75 pour 100 du coût. Cette canalisation ne constitue pas une infrastructure, c'est une urgence.

LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition à la Chambre, conformément à l'article 36 du Règlement.

Cette pétition est signée par des habitants de l'Ouest qui signalent que près de quatre millions de Canadiens vivent actuellement dans la pauvreté, telle que la définit Statistique Canada. Dans des régions du Canada comme Terre-Neuve, la pauvreté touche une personne seule sur deux. Quarante p. 100 des familles canadiennes dont le chef est une femme vivent dans la pauvreté, encore une fois selon la définition du gouvernement du Canada.

Les pétitionnaires prient instamment le Parlement d'encourager les premiers ministres à établir sans plus attendre un plan d'action afin de réduire la pauvreté au Canada. Après avoir vu le budget présenté hier, je crois qu'ils devraient agir promptement.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le vice-président: Toutes les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 27 avril 1989, de la motion de M. Wilson (Etobicoke—Centre): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.